

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pas de restrictions budgétaires pour le Logement d'abord !

A l'occasion de leur rendez-vous annuel, qui s'est tenu le 17 septembre à Paris, les Acteurs du Logement d'Insertion, qui réunissent la Fapil, Soliha, l'Unafu et l'Unhaj, ont rappelé leurs inquiétudes, tant pour les personnes logées que pour les associations, face aux fortes restrictions budgétaires annoncées comme inévitables. Alors qu'un nouveau gouvernement peine à être nommé et à la veille de l'ouverture du Congrès de l'USH, les Ali réaffirment que, face aux multiples crises du logement sur l'ensemble des territoires, il est indispensable de prendre des mesures fortes pour la production de logements et de réaffirmer comme prioritaire la politique du Logement d'abord.

Au service de personnes dont les ressources financières sont faibles, ayant besoin d'un accompagnement social plus ou moins renforcé, d'un lien social étayé et d'un soutien dans leurs démarches, les Acteurs du logement d'insertion proposent de multiples types de logements : résidences sociales, habitats jeunes, pensions de familles, intermédiation locative, logements très sociaux.

Le Premier ministre a annoncé que le logement ferait partie de ses priorités. Pour qu'il ne s'agisse pas uniquement d'annonces sans lendemain, les Ali seront attentifs, dès la composition du gouvernement, à la présence d'un ministre du Logement, capable d'obtenir des arbitrages budgétaires.

C'est en effet dès la prochaine loi de finances que les propos du Premier ministre seront mis à l'épreuve des faits, alors que les restrictions budgétaires se font déjà sentir. Les Ali ne pourront pas accepter ni une réduction du budget qui finance notamment le forfait pensions de famille, l'intermédiation locative et l'aide à la gestion locative sociale (seule subvention de l'Etat dont bénéficient certaines résidences sociales) ni même se contenter de sa stagnation.

Face aux besoins de production de logement d'insertion mais aussi d'adaptation aux enjeux de transition écologique, c'est bien de moyens très concrets dont nous avons besoin. Une augmentation des moyens et des aides à la pierre pour la production comme pour la rénovation sont attendues par nos organisations. Une refonte du dispositif fiscal Loc'Avantages pour la mobilisation du parc privé à vocation social qui s'achève en fin d'année, devient urgente.

Investir dans la politique du logement, et plus particulièrement dans le logement d'insertion, c'est aussi répondre aux défis plus larges des territoires : accès à l'emploi, raréfaction des ressources foncières, organisation des mobilités, mixité sociale... A l'heure où la politique ne semble se définir qu'en termes de réduction budgétaire, il est également temps de penser en termes de coût évités.

Pour toutes ces raisons, il est essentiel que le nouveau gouvernement s'engage résolument dans un soutien fort à la politique du Logement d'abord et des acteurs qui contribuent à son déploiement dans les territoires.